

**No. 39270**

---

**Paraguay  
and  
France**

**Convention on the transfer of sentenced persons between the Government of the Republic of Paraguay and the Government of the French Republic. Asunción, 16 March 1997**

**Entry into force:** *1 December 2002 by notification, in accordance with article 18*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Paraguay, 28 March 2003*

---

**Paraguay  
et  
France**

**Convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République du Paraguay et le Gouvernement de la République française. Asunción, 16 mars 1997**

**Entrée en vigueur :** *1er décembre 2002 par notification, conformément à l'article 18*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Paraguay, 28 mars 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION SUR LE TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République du Paraguay et  
Le Gouvernement de la République française  
Désireux de faciliter la réinsertion sociale des condamnés en leur permettant de purger leur peine dans le pays dont ils sont ressortissants,  
Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1er. Champ d'application*

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement dans les conditions prévues par la présente Convention la coopération la plus large possible en matière de transfèrement de personnes condamnées.

2. Une personne condamnée sur le territoire de l'une des Parties peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire de l'autre Partie pour y purger la peine qui lui a été infligée. A cette fin, elle peut exprimer, soit auprès de l'Etat de condamnation, soit auprès de l'Etat d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.

3. Le transfèrement peut aussi être demandé soit par l'Etat de condamnation, soit par l'Etat d'exécution.

*Article 2. Définitions*

Aux fins de la présente Convention, l'expression :

1. « Jugement » désigne une décision de justice définitive prononçant une condamnation ;

2. « Condamnation » désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un juge pour une durée déterminée, en raison d'une infraction pénale ;

3. « Condamné » désigne la personne qui, dans l'Etat de condamnation, exécute une peine ou une mesure privative de liberté ;

4. « Etat de condamnation » désigne l'Etat où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou qui l'a déjà été ;

5. « Etat d'exécution » désigne l'Etat vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été afin d'y subir sa condamnation.

*Article 3. Conditions de transfèrement*

1. La présente Convention s'applique selon les conditions suivantes :

- a) La personne condamnée est ressortissante de l'Etat d'exécution ;
- b) Le jugement est définitif et il n'existe pas d'autres procédures pendantes dans l'Etat de condamnation ;
- c) La durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement, sauf raison exceptionnelle ;
- d) Le condamné ou son représentant légal, lorsque l'une ou l'autre des Parties l'estime nécessaire compte tenu de son âge ou de son état physique ou mental, consent au transfèrement ;
- e) Les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire ;
- f) L'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution font expressément connaître leur accord sur le transfert.

2. Le transfèrement peut être refusé :

- a) Si l'Etat de condamnation considère qu'il porte atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public,
- b) Si le condamné ne s'est pas acquitté des sommes, frais, dommages-intérêts, amendes ou condamnations pécuniaires de toute nature qui lui sont imposés par le juge.

*Article 4. Autorités centrales*

Les Parties désignent comme autorités centrales chargées d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention, pour la République du Paraguay, le Ministère de la Justice et du Travail et pour la République française, le Ministère de la Justice.

*Article 5. Obligation de fournir des informations*

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par les Etats de condamnation ou d'exécution de la teneur de la présente Convention, ainsi que des conséquences juridiques qui découlent du transfèrement.

2. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet Etat doit en informer l'Etat d'exécution le plus tôt possible, dès que le jugement est devenu définitif.

3. Les informations doivent comprendre :

- a) Le nom, la date et le lieu de naissance du condamné ;
- b) Le cas échéant, son adresse dans l'Etat d'exécution ;
- c) Un exposé des faits ayant entraîné la condamnation ;
- d) La nature, la durée et la date du début de la condamnation ; et
- e) Les dispositions pénales en vigueur.

4. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'Etat de condamnation communique à cet Etat, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 du présent article.

5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'Etat d'exécution ou l'Etat de condamnation en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des Etats au sujet d'une demande de transfèrement.

#### *Article 6. Demandes et réponses*

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit et adressées aux autorités centrales désignées dans la présente Convention.

2. L'Etat requis doit informer l'Etat requérant dans les plus brefs délais de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

#### *Article 7. Pièces à l'appui*

1. L'Etat d'exécution doit, sur demande de l'Etat de condamnation, fournir à ce dernier :

a) Un document ou une déclaration indiquant que le condamné est ressortissant de cet Etat ;

b) Une copie des dispositions légales de l'Etat d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution, ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire ;

c) Une déclaration relative aux effets pour la personne condamnée de toute loi ou de tout règlement concernant sa détention dans l'Etat d'exécution, après son transfèrement, et précisant notamment les effets de l'article 10, paragraphe 3, sur le transfèrement de ladite personne.

2. Si un transfèrement est demandé, l'Etat de condamnation devra fournir à l'Etat d'exécution les documents suivants, à moins que l'un ou l'autre des deux Etats ait déjà indiqué qu'il n'était pas d'accord avec le transfèrement :

a) Une copie certifiée conforme du jugement définitif et des dispositions légales appliquées ;

b) L'indication de la durée de la condamnation déjà accomplie, y compris les renseignements concernant toute détention provisoire ou autres circonstances relatives à l'exécution de la condamnation ;

c) Une déclaration comportant le consentement au transfèrement de la personne condamnée ; et

d) Chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'Etat de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'Etat d'exécution.

3. L'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution peuvent, l'un ou l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 ci-des-

sus, avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

*Article 8. Frais*

Les frais occasionnés par l'application de la présente Convention sont à la charge de l'Etat d'exécution, à l'exception des frais engagés exclusivement sur le territoire de l'Etat de condamnation. Toutefois, l'Etat d'exécution peut demander le paiement de la totalité ou d'une partie des frais de transfèrement par la personne condamnée.

*Article 9. Remise*

La remise du condamné par les autorités de l'Etat de condamnation à celles de l'Etat d'exécution s'effectue à l'endroit dont les Parties sont convenues.

*Article 10. Exécution de la peine*

1. Le condamné continuera à purger dans l'Etat d'exécution la peine ou la mesure privative de liberté infligée dans l'Etat de condamnation, conformément à l'ordre juridique de l'Etat d'exécution.

2. L'Etat d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.

3. Toutefois, si la nature ou la durée de cette sanction sont incompatibles avec la législation de l'Etat d'exécution, ou si la législation de cet Etat l'exige, l'Etat d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter cette sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver, par sa nature ou sa durée, la sanction prononcée par l'Etat de condamnation, ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution.

*Article 11. Grâce, amnistie, commutation et révision du jugement*

Chacune des Parties peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à sa Constitution ou ses autres règles juridiques.

Seul l'Etat de condamnation peut connaître du recours ou de l'action en révision.

*Article 12. Non bis in idem*

Le condamné, lorsqu'il est transféré pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté conformément à la présente Convention, ne peut être poursuivi ou condamné dans l'Etat d'exécution pour les mêmes faits que ceux qui ont donné lieu à la peine ou mesure privative de liberté infligée par l'Etat de condamnation.

*Article 13. Cessation de l'exécution*

L'Etat d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'Etat de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

*Article 14. Informations concernant l'exécution*

L'Etat d'exécution fournira des informations à l'Etat de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- a) Lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation ;
  - b) Si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée ;
- ou
- c) Si l'Etat de condamnation lui demande un rapport spécial.

*Article 15. Transit*

Si l'une ou l'autre des Parties conclut avec un Etat tiers des conventions pour le transfèrement de personnes condamnées, l'autre Partie doit faciliter le transit sur son territoire des personnes condamnées transférées en vertu de telles conventions.

Toutefois, elle peut refuser d'accorder le transit si la personne condamnée est l'un de ses ressortissants ou si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.

La Partie ayant l'intention de réaliser ce transfèrement devra préalablement le notifier à l'autre Partie.

*Article 16. Langues*

La demande et les documents s'y rapportant envoyés par l'un des Etats en application de la présente Convention sont dispensés des formalités de légalisation et sont remis dans la langue de l'Etat qui les envoie, accompagnés de leur traduction dans la langue de l'Etat qui les reçoit.

*Article 17. Application dans le temps*

La présente Convention sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant, soit après son entrée en vigueur.

*Article 18. Dispositions finales*

1. Chaque Partie contractante notifiera à l'autre aussitôt que possible, par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Cette Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière de ces notifications.

2. La Convention restera en vigueur pendant six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties notifiera par écrit à l'autre Partie, par la voie diplomatique, son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Assomption, le 16 mars 1997, en double exemplaire en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

RUBEN MELGAREJO LANZONI  
Ministre des Relations Extérieures

Pour le Gouvernement de la République française :

MICHEL BARNIER  
Ministre délégué aux Affaires Européennes

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**CONVENIO SOBRE TRASLADO DE PERSONAS CONDENADAS  
ENTRE  
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY  
Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República del Paraguay y el Gobierno de la República Francesa.

Deseando facilitar la reinserción social de las personas condenadas, permitiéndoseles que cumplan sus condenas en el país del cual son nacionales.

Han decidido adoptar las disposiciones siguientes:

**ARTICULO 1  
ÁMBITO DE APLICACIÓN**

1. Las Partes se comprometen, en las condiciones previstas por el presente Convenio, a prestarse mutuamente la más amplia cooperación posible en materia de traslado de personas condenadas.
2. Una persona condenada en el territorio de una de las Partes podrá, con arreglo a lo dispuesto en el presente Convenio, ser trasladada al territorio de la otra Parte para cumplir la condena que se le haya impuesto. Con tal fin, podrá expresar, al Estado de condena o bien al Estado de cumplimiento, su deseo de que se le traslade en virtud del presente Convenio.
3. El traslado podrá también ser solicitado por el Estado de condena o por el Estado de cumplimiento.

**ARTÍCULO 2  
DEFINICIONES**

A los efectos del presente Convenio, se entiende por:

1. "SENTENCIA", un fallo definitivo pronunciado por un órgano judicial que impone una condena;
2. "CONDENA", cualquier pena o medida privativa de libertad dictada por un órgano judicial, con una duración determinada, por la comisión de un delito;
3. "CONDENADO", a una persona a quien, en el Estado de condena, le haya sido impuesta una pena o medida privativa de libertad;
4. "ESTADO DE CONDENADO", al Estado que haya impuesto una condena y del cual el condenado podrá ser trasladado o lo ha sido ya;
5. "ESTADO DE CUMPLIMIENTO", al Estado al cual el condenado podrá ser trasladado o lo ha sido ya, con el fin de cumplir su condena.

**ARTICULO 3  
CONDICIONES PARA EL TRASLADO**

1. El presente Convenio se aplicará según las siguientes condiciones:
  - a. Que el condenado sea nacional del Estado de cumplimiento;



- b. Que la sentencia sea definitiva y que no existan otros procesos pendientes en el Estado de condena;
  - c. Que la duración de la condena que quede por cumplirse en el momento de recibir la solicitud sea por lo menos de seis meses, salvo razones excepcionales;
  - d. Que el condenado, o su representante legal, si uno de los dos Estados lo considera necesario, por razón de su edad o de su estado físico o mental, consienta el traslado;
  - e. Que los actos u omisiones que hayan dado lugar a la condena constituyan también un delito en la legislación del Estado de cumplimiento, o lo constituyeran si se cometiesen en su territorio;
  - f. Que el Estado de condena y el Estado de cumplimiento manifiesten expresamente su acuerdo con el traslado.
2. El traslado podrá ser rechazado:
- a) Si el estado de condena considera que el traslado atente contra su soberanía, su seguridad o su orden público;
  - b) Si el condenado no hubiera pagado las sumas, gastos, o multas o perjuicios, multas, condenas pecuniarias de cualquier índole que le hayan sido impuestos en la sentencia.

#### **ARTICULO 4 AUTORIDADES CENTRALES**

Las Partes designan a las Autoridades Centrales, encargadas de dar cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, por la República del Paraguay, al Ministerio de Justicia y Trabajo; y por la República Francesa, al Ministerio de Justicia.

#### **ARTICULO 5 OBLIGACIÓN DE FACILITAR INFORMACIONES**

1. Cualquier condenado a quien puede aplicarse este Convenio deberá ser informado por los Estados de condena o de cumplimiento del tenor del presente Convenio, así como de las consecuencias jurídicas que deriven del traslado.
2. Si el condenado hubiese expresado al Estado de condena su deseo de ser trasladado en virtud del presente Convenio, dicho Estado deberá informar de ello al Estado de cumplimiento, a la brevedad posible, después que la sentencia sea firme.
3. Las informaciones comprenderán:
  - a. El nombre y apellido, el lugar y la fecha de nacimiento del condenado;

- b. En su caso, su dirección en el Estado de cumplimiento;
  - c. Una exposición de los hechos que hayan originado la condena;
  - d. La naturaleza, la duración y la fecha del inicio de la condena;
  - e. Las disposiciones penales vigentes.
4. Si el condenado hubiera expresado al Estado de cumplimiento su deseo de ser trasladado, en virtud del presente Convenio, el Estado de condena comunicará a aquel Estado, a petición de parte, las informaciones a que se refiere el Inciso 3 del presente Artículo.
5. El condenado deberá ser informado por escrito acerca de cualquier gestión emprendida por el Estado de cumplimiento o el Estado de condena, en aplicación de los Incisos precedentes, así como de cualquier decisión dispuesta por uno de los Estados respecto a una solicitud de traslado.

#### **ARTICULO 6 PETICIONES Y RESPUESTAS**

1. Las solicitudes de traslado y las respuestas se formularán por escrito y se dirigirán a las Autoridades Centrales designadas en el presente Convenio.
2. El Estado requerido informará al Estado requirente, en el más breve plazo, su decisión de aceptar o rechazar el traslado solicitado.

#### **ARTICULO 7 DOCUMENTACIÓN JUSTIFICATIVA**

1. El Estado de cumplimiento, a petición del Estado de condena, proporcionará a este último:
  - a. Un documento o una declaración que indique que el condenado es nacional de dicho Estado;
  - b. Una copia de las disposiciones legales pertinentes del Estado de cumplimiento de las que resulten que los actos u omisiones que hayan dado lugar a la condena en el Estado de condena, constituyan un delito en la legislación del Estado de cumplimiento, o lo constituirían si se cometieran en su territorio;
  - c. Una declaración concerniente a las consecuencias, para el condenado, de cualquier ley o reglamento relativos a su detención en el Estado de cumplimiento, después de su traslado, precisando específicamente los efectos del Artículo 10, Inciso 3, sobre el traslado del mismo.
2. Si se solicitara el traslado, el Estado de condena deberá proporcionar al Estado de cumplimiento los documentos siguientes, a menos que uno u otro de los Estados hayan indicado su desacuerdo con el traslado:

- a. Una copia autenticada de la sentencia ejecutoriada y de las disposiciones legales aplicadas;
  - b. La indicación de la duración de la condena ya cumplida, incluyendo la información referente a cualquier detención preventiva u otras circunstancias relativas al cumplimiento de la condena;
  - c. Una declaración en la que conste el consentimiento del condenado para su traslado; y
  - d. Cuando proceda, cualquier informe médico o social acerca del condenado, toda la información sobre su tratamiento en el Estado de condena y cualquier recomendación relativa a continuidad de su tratamiento en el Estado de cumplimiento.
3. El Estado de condena y el Estado de cumplimiento podrán solicitar que se les proporcionen cualesquiera de los documentos o declaraciones a que se refieren los Incisos 1 y 2 del presente Artículo, antes de solicitar un traslado, o de tomar la decisión de aceptar o de rechazar el traslado.

#### **ARTICULO 8 GASTOS**

Los gastos ocasionados por la aplicación del presente Convenio estarán a cargo del Estado de cumplimiento, a excepción de los gastos contraídos exclusivamente en el territorio del Estado de condena. Sin embargo, el Estado de cumplimiento puede solicitar al condenado el pago de la totalidad o de una parte de los gastos de traslado.

#### **ARTICULO 9 ENTREGA**

La entrega del condenado por las autoridades del Estado de condena a las del Estado de cumplimiento se efectuará en el sitio convenido por las Partes.

#### **ARTICULO 10 EJECUCIÓN DE LA PENA**

1. El condenado continuará purgando en el Estado de cumplimiento la pena o la medida privativa de libertad infligidas en el Estado de condena, conforme al orden jurídico del Estado de cumplimiento.
2. El Estado de cumplimiento estará vinculado por la naturaleza jurídica y la duración de la sanción tal como ellas resulten de la condena.
3. Sin embargo, si la naturaleza o la duración de esta sanción son incompatibles con la legislación del Estado de cumplimiento, o si la legislación de este Estado lo exigiera, el Estado de cumplimiento podrá, por decisión judicial o administrativa, adaptar esta sanción a la pena o medida prevista por su propia legislación para los delitos de la misma naturaleza.

Esta pena o medida corresponderá, en la medida de lo posible, en cuanto a su naturaleza, a la infligida por la condena a ser ejecutada. Ella no podrá agravar por su naturaleza o duración, la sanción pronunciada por el Estado de condena, ni exceder el máximo previsto por la legislación del Estado de cumplimiento.

**ARTICULO 11  
INDULTO, AMNISTÍA, CONMUTACIÓN Y REVISIÓN DE SENTENCIA**

Cada uno de los Estados podrá conceder el indulto, la amnistía o la conmutación de la pena conforme a su Constitución o sus otras normas jurídicas.

Sólo el Estado de condena podrá conocer del recurso o de la acción de revisión.

**ARTICULO 12  
NON BIS IN IDEM**

El condenado, cuando sea trasladado para la ejecución de una pena o medida privativa de libertad conforme con el presente Convenio no podrá ser procesado ni condenado en el Estado de cumplimiento por los mismos hechos que motivaron la pena o medida privativa de libertad infligidas por el Estado de condena.

**ARTICULO 13  
SUSPENSIÓN DE LA EJECUCIÓN**

El Estado de cumplimiento deberá poner fin a la ejecución de la condena en el momento que sea informado por el Estado de condena de toda decisión o medida que tenga por efecto cancelar el carácter ejecutorio de la condena.

**ARTICULO 14  
INFORMACIONES CONCERNIENTES A LA EJECUCIÓN**

El Estado de cumplimiento deberá suministrar al Estado de condena todas las informaciones concernientes al cumplimiento de la condena:

- a) Cuando considere terminada la ejecución de la condena;
- b) Si el condenado se evadiera antes del término de la ejecución de la condena, o
- c) Si el Estado de condena le solicitara un informe especial.

**ARTICULO 15  
TRÁNSITO**

Si cualquiera de los Estados celebrara un Convenio de traslado de personas condenadas con un tercer Estado, el otro deberá colaborar facilitando el tránsito por su territorio, de las personas condenadas, en virtud del presente Convenio. Sin embargo, podrá rechazar el tránsito si el condenado fuera uno de sus nacionales o si el delito que hubiese sido motivo de la condena no estuviere previsto en su legislación.

El Estado que tenga intención de efectuar tal traslado deberá dar aviso previo del mismo al otro Estado.

**ARTICULO 16  
IDIOMAS**

La solicitud y los documentos que se entreguen por cualquiera de los Estados en aplicación del presente Convenio serán eximidos de las formalidades de la legalización y remitidos en el idioma del Estado que los envía y acompañados de la correspondiente traducción al idioma del Estado que los recibe.

**ARTICULO 17  
APLICACIÓN**

El presente Convenio se aplicará al cumplimiento de condenas dictadas ya sea antes o después de su entrada en vigor.

**ARTICULO 18  
DISPOSICIONES FINALES**

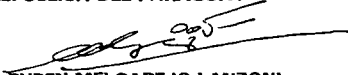
1. Cada Estado notificará al otro Estado, a la brevedad posible, por escrito, por vía diplomática, que se han cumplido los requisitos exigidos por su Constitución para la entrada en vigor del presente Convenio.

Este Convenio entrará en vigencia el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de la última notificación.

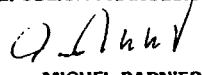
2. El Convenio permanecerá en vigor durante seis meses, a partir de la fecha de notificación escrita por uno de los Estados al otro, por vía diplomática, de su intención de terminarlo.

Hecho en Asunción, a los dieciséis días del mes de marzo del año mil novecientos noventa y siete, en doble original, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente válidos.

**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA DEL PARAGUAY**

  
**RUBÉN MELGAREJO LANZONI**  
Ministro de Relaciones Exteriores

**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA FRANCESA**

  
**MICHEL BARNIER**  
Ministro delegado de Relaciones Europeas

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON THE TRANSFER OF SENTENCED PERSONS BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY AND THE  
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Paraguay and the Government of the French Republic,

Desiring to facilitate the reintegration of sentenced persons into society by enabling them to serve their sentence in the country of which they are nationals,

Have agreed as follows:

*Article 1. Scope*

1. The Parties undertake to afford each other the widest measure of cooperation in respect of the transfer of sentenced persons in accordance with the provisions of this Convention.

2. A person sentenced in the territory of one Party may be transferred to the territory of the other Party, in accordance with the provisions of this Convention, in order to serve the sentence imposed on him or her. To that end, such persons may express their interest to the sentencing State or to the administering State in being transferred under this Convention.

3. Transfer may also be requested by either the sentencing State or the administering State.

*Article 2. Definitions*

For the purposes of this Convention:

1. "Judgement" means a final decision of a court imposing a sentence;
2. "Sentence" means any punishment or measure involving deprivation of liberty ordered by a court for a definite period of time on account of a criminal offence;
3. "Sentenced person" means the person who, in the sentencing State, is serving a sentence or subject to a measure involving deprivation of liberty;
4. "Sentencing State" means the State in which the sentence was imposed on the person who may be, or has been, transferred;
5. "Administering State" means the State to which the sentenced person may be, or has been, transferred in order to serve his or her sentence.

*Article 3. Conditions for transfer*

1. This Convention shall apply under the following conditions:
  - (a) The sentenced person is a national of the administering State;

(b) The judgement is final and there are no other procedures pending in the sentencing State;

(c) The sentenced person still has at least six months of the sentence to serve at the time of receipt of the request for transfer, unless exceptional circumstances require otherwise;

(d) The sentenced person or his or her legal representative consents to the transfer; where one of the two Parties considers it necessary in view of that person's age or physical or mental condition;

(e) The acts or omissions on account of which the sentence has been imposed constitute a criminal offence according to the law of the administering State or would constitute a criminal offence if committed in its territory;

(f) The sentencing and administering States expressly announce their agreement on the transfer.

2. Transfer may be refused:

(a) If the administering State considers that it impairs its sovereignty, security or public policy;

(b) If the sentenced person has not paid any sums, costs, damages, fines or other pecuniary penalties of any kind imposed upon him by the court.

#### *Article 4. Central authorities*

The Parties shall appoint as central authorities responsible for performing the functions provided for in this Convention, in the case of the Republic of Paraguay, the Ministry of Justice and Labour, and, in the case of the French Republic, the Ministry of Justice.

#### *Article 5. Obligation to furnish information*

1. Any sentenced person to whom this Convention may apply shall be informed by the sentencing or administering State of the substance of this Convention and of the legal consequences ensuing from the transfer.

2. If the sentenced person has expressed an interest to the sentencing State in being transferred under this Convention, that State shall so inform the administering State as soon as practicable after the judgement becomes final.

3. The information shall include:

(a) The name, date and place of birth of the sentenced person;

(b) That person's address, if any, in the administering State;

(c) A statement of the facts upon which the sentence was based;

(d) The nature, duration and date of commencement of the sentence;

(e) The penal provisions in force.

4. If the sentenced person has expressed to the administering State an interest in being transferred under this Convention, the sentencing State shall, on request, communicate to the former State the information referred to in paragraph 3 above.

5. The sentenced person shall be informed, in writing, of any action taken by the administering State or by the sentencing State under the preceding paragraphs, as well as of any decision taken by either State on a request for transfer.

*Article 6. Requests and replies*

1. Requests for transfer and replies shall be made in writing and addressed to the central authorities designated in this Convention.

2. The requested State shall promptly inform the requesting State of its decision whether or not to agree to the requested transfer.

*Article 7. Supporting documents*

1. The administering State, if requested by the sentencing State, shall furnish it with:

(a) A document or statement indicating that the sentenced person is a national of that State;

(b) A copy of the relevant law of the administering State which provides that the acts or omissions on account of which the sentence has been imposed in the sentencing State constitute a criminal offence according to the law of the administering State, or would constitute a criminal offence if committed in its territory;

(c) A statement concerning the effects on the sentenced person of any law or regulation concerning that person's detention in the administering State after transfer and specifying in particular the effects of article 10, paragraph 3, on such transfer.

2. If a transfer is requested, the sentencing State shall provide the following documents to the administering State, unless either State has already indicated that it does not agree to the transfer:

(a) A certified copy of the final judgement and the law on which it is based;

(b) A statement indicating how much of the sentence has already been served, including information on any pre-trial detention or other circumstances relating to the enforcement of the sentence;

(c) A declaration containing the consent to the transfer; and

(d) Whenever appropriate, any medical or social reports on the sentenced person, information about that person's treatment in the sentencing State, and any recommendation for further treatment in the administering State.

3. Either State may ask to be provided with any of the documents or statements referred to in paragraphs 1 or 2 above before making a request for transfer or taking a decision on whether or not to agree to the transfer.

*Article 8. Costs*

Any costs incurred in the application of this Convention shall be borne by the administering State, except costs incurred exclusively in the territory of the sentencing State.



However, the administering State may request the sentenced person to pay all or part of the transfer costs.

*Article 9. Transfer*

The transfer of the sentenced person by the authorities of the sentencing State to those of the administering State shall be carried out at a place agreed upon by the Parties.

*Article 10. Administration of sentences*

1. The sentenced person shall continue to serve in the administering State the sentence or measure involving deprivation of liberty imposed in the sentencing State in accordance with the legal order of the administering State.

2. The administering State shall be bound by the legal nature and duration of the sentence as determined by the sentencing State.

3. If, however, this sentence is by its nature or duration incompatible with the law of the administering State, or its law so requires, that State may, by a court or administrative order, adapt the sanction to the punishment or measure prescribed by its own law for a similar offence. As to its nature, the punishment or measure shall, as far as possible, correspond with that imposed by the sentence to be enforced. It shall not aggravate, by its nature or duration, the sanction imposed in the sentencing State nor exceed the maximum prescribed by the law of the administering State.

*Article 11. Pardon, amnesty, commutation and review of judgement*

Each Party may grant pardon, amnesty or commutation of the sentence in accordance with its Constitution or other laws.

The sentencing State alone may entertain an application or action for review.

*Article 12. Non bis in idem*

When a sentenced person is transferred to serve a sentence or measure involving deprivation of liberty in accordance with this Convention, that person may not be prosecuted or sentenced in the administering State for the acts upon which the sentence or measure involving deprivation of liberty imposed by the sentencing State was based.

*Article 13. Termination of enforcement*

The administering State shall terminate enforcement of the sentence as soon as it is informed by the sentencing State of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

*Article 14. Information on enforcement*

The administering State shall provide information to the sentencing State concerning the enforcement of the sentence:

- (a) When it considers enforcement of the sentence to have been completed;
- (b) If the sentenced person has escaped from custody before enforcement of the sentence has been completed; or
- (c) If the sentencing State requests a special report.

*Article 15. Transit*

If either Party concludes with a third State conventions for the transfer of sentenced persons, the other Party shall facilitate the transfer through its territory of sentenced persons transferred pursuant to such conventions.

However, a Party may refuse to grant transit if the sentenced person is one of its nationals or if the offence for which the sentence was imposed is not an offence under its own law.

The Party intending to carry out this transfer shall notify the other Party in advance.

*Article 16. Languages*

The request and related documents sent by one of the States in accordance with this Convention shall be exempt from certification formalities and shall be furnished in the language of the sending State, accompanied by a translation into the language of the receiving State.

*Article 17. Temporal application*

This Convention shall be applicable to the enforcement of sentences imposed either before or after its entry into force.

*Article 18. Final provisions*

1. Each of the contracting Parties shall notify the other as soon as possible, in writing, through the diplomatic channel, of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention.

This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of the last of these notifications.

2. The Convention shall remain in force for six months following the date on which one of the Parties notifies the other Party, in writing, through the diplomatic channel, of its intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Asunción on 16 March 1997 in duplicate in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Paraguay

RUBEN MELGAREJO LANZONI  
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the French Republic

MICHEL BARNIER  
Minister Delegate for European Affairs

